

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Agenda Item 2.1, 5, 6, 7

FL49/CRD19

Original language only

JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME

CODEX COMMITTEE ON FOOD LABELLING

Forty-ninth Session

Ottawa, Canada

11-15 May 2026

COMMENTS FROM MOROCCO

Agenda item 2.1: The use of “country of harvest” in addition to the mandatory declaration of country of origin in food labelling of spices

1- Point 2.1 de l'ordre du jour : L'emploi de la mention du pays de récolte en plus de la déclaration obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes d'épices (CX/FL 26/49/2 Add.1)

Position du Maroc :

Le Maroc soutient la Conclusion 3 du GTE : le séchage, le triage et l'emballage ne changent pas la nature du produit. Aux fins du paragraphe 4.5.2 de la norme CXS 1-1985, le pays d'origine du safran séché reste le même que le pays de récolte.

8.2 du CXS 351-2022 (safran séché) :

Le Maroc estime que les informations produites par le GTE sont suffisantes pour finaliser le paragraphe 8.2 de la norme CXS 351-2022 (safran), dont la section est actuellement marquée « à élaborer » depuis 2022. Le Maroc propose le texte suivant :

8.2.1 Pays d'origine : Le pays d'origine doit être déclaré conformément à la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985), section 4.5.

8.2.2 Pays de récolte : Le pays de récolte doit être déclaré lorsqu'il est différent du pays d'origine.

Argumentaire :

L'indication du pays de récolte :

- ✓ Permettra de valoriser l'origine agricole des pays producteurs africains, souvent spécialisés dans ces cultures ;
- ✓ Constituera un outil efficace de lutte contre la fraude et les ré-étiquetages trompeurs en assurant une information plus claire et plus fiable pour les consommateurs ;
- ✓ Renforcera la transparence et la traçabilité des produits, facilitant ainsi les contrôles et la gestion des risques en cas de problème lié à la sécurité sanitaire des aliments.

8.2.3 Mélanges de safran de plusieurs origines (Nouveau travail recommandé par le Maroc)

Lorsqu'un emballage contient un mélange de safran séché provenant de plusieurs pays d'origine, chaque pays d'origine doit être déclaré sur l'étiquette.

Agenda item 5: Annex to the *General standard for the labelling of pre-packaged foods* (CXS 1-1985): Guidelines on the use of precautionary allergen labelling (PAL) (Step 7)

2- Point 5 de l'ordre du jour : Annexe de la norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985): Les Directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes (ÉPA) — Étape 7 (CX/FL 26/49/5)

Position du Maroc :

Le Maroc soutient l'avancement des directives ÉPA à l'étape 8 pour adoption par la CAC49.

4.3 « doit/devrait » : « L'ÉPA ne [doit/devrait] être utilisée que lorsque la présence involontaire d'allergènes (PIA) ne peut pas être atténuée par de bonnes pratiques de fabrication ».

Position du Maroc :

Le Maroc soutient le terme « **devrait** » qui préserve la flexibilité d'une évaluation qualitative des risques dans les pays dont les capacités analytiques sont limitées.

4.3.3 Le Maroc soutient l'**Option B** : si une déclaration ÉPA pour les céréales contenant du gluten est utilisée sur l'étiquette, le terme « sans gluten » ne doit pas figurer sur le même étiquetage (protection des consommateurs cœliaques contre les messages contradictoires dangereux).

5.2 — « doit/devrait » : « *L'ÉPA [devrait/doit] apparaître directement sous la liste d'ingrédients, ou à proximité immédiate de celle-ci* ».

Position du Maroc :

Le Maroc soutient le terme « **doit** » pour garantir la lisibilité et la protection des consommateurs allergiques.

Agenda item 6: Amendments to the General standard for the labelling of pre-packaged foods (CXS 1-1985): Provisions relevant to joint presentation and multipack formats (Step 4)

3- Point 6 de l'ordre du jour : Les modifications apportées à la norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1- 1985) : Dispositions relatives aux aliments présentés en emballages groupés y compris présentation commune — Étape 4 (CX/FL 26/49/6)

Position du Maroc :

Le Maroc soutient l'**Option A** (définitions autonomes), seule ou combinée avec l'**Option C** (ajout d'exemples illustratifs). Cette approche offre la clarté normative la plus grande tout en facilitant la mise en œuvre pratique.

Agenda item 7: Guidelines on application of food labelling provisions in emergencies (Step 4)

4- Point 7 de l'ordre du jour : Les directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence — Étape 4 (CX/FL 26/49/7)

Position du Maroc :

Le Maroc soutient pleinement l'élaboration de ces directives et leur adoption dans les meilleurs délais.

- ✓ **QR codes** : Les codes QR et les technologies numériques sont autorisés uniquement en complément de l'étiquetage physique, compte tenu de la fracture numérique dans les zones de crise.
- ✓ **Groupes vulnérables** : Le Maroc demande l'insertion d'une clause de protection renforcée dans la section 3.1 des directives pour les aliments destinés aux nourrissons, jeunes enfants et femmes enceintes.
- ✓ Le Maroc émet une réserve sur les dérogations linguistiques en situation d'urgence : la simplification de la langue ne doit pas priver les consommateurs d'une information vitale compréhensible. Le Maroc recommande en conséquence que les directives prévoient des pictogrammes standardisés pour les informations non-dérogeables (allergènes, date, dosage, conservation, groupes vulnérables).